

Motion en soutien à l'hôpital Bagatelle

et à la défense du service public de santé

Le Conseil départemental de la Gironde tient à exprimer son indignation et sa détermination face à la situation dramatique dans laquelle se trouve aujourd’hui l’hôpital Bagatelle.

Projet de santé d’intérêt général, le nouvel hôpital issu de la fusion Bagatelle–Robert Picqué devait être le fruit d’un partenariat exemplaire entre acteurs publics et secteur privé non lucratif. En se portant garants de deux emprunts, la Région Nouvelle Aquitaine, le Conseil départemental de la Gironde et Bordeaux Métropole avaient répondu présents. Les professionnels de santé aussi. Les usagers, eux, y avaient placé leur confiance. Seul manque à l’appel aujourd’hui : l’État.

Le retrait soudain du ministère des Armées, annoncé sans concertation, constitue une rupture politique, morale et financière. Cette décision compromet l’équilibre économique d’un projet pourtant achevé, avec une ouverture prévue dès juillet 2025, et laisse une dette de plus de 60 millions d’euros à la seule charge de la Fondation Bagatelle.

À ce jour, **1 600 emplois sont menacés** et **1 200 patients accueillis chaque jour** sont directement concernés. Pire encore : la direction de l’établissement alerte sur une **cessation de paiements dès novembre ou décembre 2025**, en l’absence d’un soutien de l’État à la hauteur des engagements initiaux. Sans ce soutien, l’hôpital pourrait être repris par un groupe privé lucratif, rendant ainsi l’accès aux soins plus difficile pour de nombreux patients.

La proposition de compensation actuelle de 3,5 millions d’euros est non seulement très inférieure aux 24 millions promis initialement, mais elle est en complet décalage avec l’ampleur du désengagement de l’État.

L’État évoque aujourd’hui une réorientation stratégique vers les blessés de guerre. Soit. Mais faut-il, pour autant, laisser agoniser un hôpital civil, **pilier du service public hospitalier**, alors même que les infrastructures sont prêtes, les équipes mobilisées, et les besoins sanitaires criants ?

Bagatelle, c’est bien plus qu’un hôpital : c’est **un service public en actes**, porté par une éthique du soin sans condition, sans dépassement d’honoraires, sans exclusion sociale. Il représente une **réponse concrète aux déserts médicaux**, à la fragilisation des parcours de soins, et à la crise d’accessibilité que connaît notre système de santé.

Dans un territoire métropolitain aussi dynamique que la Gironde, **le service public hospitalier ne peut se réduire aux murs du CHU** : il repose sur un maillage territorial équilibré, où les établissements à but non lucratif comme Bagatelle jouent un rôle stratégique. Santé sexuelle, gériatrie, soins palliatifs, hospitalisation à domicile, éducation sanitaire : Bagatelle agit au quotidien comme un relais de proximité, un rempart contre les inégalités, un lieu de dignité humaine.

C'est **l'incarnation concrète de la République sociale**.



Dans ce contexte, le Conseil départemental de la Gironde demande :

1. **Le respect des engagements initiaux** de l'État dans le projet BAHIA, avec un apport immédiat de 24 M€ permettant d'équilibrer le modèle économique du nouvel hôpital.
2. **La création d'un comité de pilotage national** sous l'égide du Premier ministre, intégrant les ministères concernés, l'ARS Nouvelle-Aquitaine, les collectivités locales, la Fondation Bagatelle, les représentants des professionnels de santé et des représentants des usagers.
3. **Le déblocage en urgence d'un fonds de soutien** pour sécuriser les paies des personnels et assurer l'ouverture du site dans les délais annoncés.
4. **La reconnaissance formelle du statut de Bagatelle comme hôpital d'intérêt territorial prioritaire**, garant de l'accès aux soins sur la rive sud de Bordeaux, en complémentarité du CHU.
5. **Le maintien de l'hôpital Bagatelle en secteur 1 ainsi que le maintien des 1 600 emplois.**
6. **La transparence absolue sur les décisions de l'État**, les termes juridiques du désengagement, et les marges de manœuvre financières restantes.

Laisser mourir un hôpital à but non lucratif, reconnu pour son excellence, dans l'une des métropoles les plus dynamiques de France, n'est pas une simple erreur technique. C'est un **choix politique**.

Le Conseil départemental de la Gironde n'accepte ni la résignation ni le fatalisme. Il réaffirme que la santé publique est un pilier de la République sociale. Il appelle l'ensemble des forces vives du territoire, les parlementaires girondins, les élus municipaux, les organisations syndicales et les citoyens à se rassembler autour de ce combat.

Bagatelle est plus qu'un hôpital. C'est une promesse tenue de soin pour toutes et tous. C'est un bien commun !